



Brest, le 29 octobre 2021

COMMUNIQUE DE PRESSE

La vidéosurveillance, cette mauvaise idée

Pour un Brest où il fait bon vivre, les écologistes préconisent le traitement des causes et une présence de terrain plutôt que la vidéosurveillance, solution coûteuse, inefficace et privatrice de libertés.

La vidéosurveillance, une fausse bonne idée

Comme toutes les métropoles et villes de taille moyenne, Brest souffre d'un problème d'insécurité et d'un fort sentiment d'insécurité : incivilités, vols à l'arrachée dans le Bas-Jaurès, voitures brûlées, cambriolages, agressions physiques jusqu'au trafic de stupéfiants, harcèlement de rue, violences sexistes... La violence est visible de toutes et tous, dans l'espace public. Il faut des mesures fortes et concertées pour y mettre fin.

La vidéosurveillance n'est pas une solution

Contrairement au discours du Ministère de l'Intérieur et de la droite Brestoïse, la vidéosurveillance ne résoudra pas les problèmes d'insécurité de la ville. Les caméras ne préviennent pas les délits. Au mieux, elles ne feront que les filmer. Plusieurs études montrent d'ailleurs qu'elles ne permettent d'élucider que 1 à 3% des crimes.

Les caméras de surveillance se sont tellement banalisées dans nos territoires qu'elles n'ont plus d'impact dissuasif. Penser qu'elles préviennent les violences est un leurre. Sans s'en prendre aux causes de la violence dans l'espace public, nous ne ferons que repousser le problème.

C'est surtout une gabegie financière, pour le traitement et la visualisation des images, les locaux techniques, les réparations fréquentes et la maintenance, le personnel dédié, etc. pour un résultat quasi-nul et qui souvent dérive vers un contrôle des comportements routiers ou piétons. Les caméras représentent une véritable atteinte aux libertés fondamentales et nous refusons cette société du contrôle permanent.

Miser sur la prévention, tout de suite et maintenant

Des solutions alternatives existent pour lutter contre l'insécurité. En premier lieu, il faut une présence accrue sur le terrain. Plus d'agents de médiation et de proximité, plus de travailleurs sociaux, plus d'activité dans les quartiers, plus de policiers nationaux - il faut encore insister auprès de l'Etat sur ce point après le renfort de ces derniers mois.

Notre politique ne peut pas se limiter à la répression accrue, mais doit donner toute sa place à la prévention des actes délictueux et à la création d'une relation de proximité apaisée avec nos concitoyens, à Kerangoff, Keredern, Pontanezen ou au centre-ville. Cela passe par des politiques volontaristes d'éducation, d'inclusion et de lutte contre la précarité. Cela passe aussi par un soutien accru au tissu associatif local, dont les capacités d'écoute et de maintien de lien social ont été démontrées.

Ne pas oublier les violences familiales

Ne nous trompons pas : les caméras de vidéosurveillance ne sauront pas nous protéger contre l'insécurité quotidienne. Elles ne démantèleront pas le trafic de stupéfiants de Brest. Au mieux, elles le déplaceront, phénomène bien connu sous le terme "d'effet plumeau".

Les caméras de surveillance ne stopperont surtout pas l'indicateur de violence qui a le plus augmenté au cours des dernières années : les violences intrafamiliales. Avec une croissance de plus de 15% en Finistère par rapport à 2019, il est plus que temps de prendre la mesure du problème. Et de proposer une vraie stratégie de réduction de l'insécurité et d'accompagnement des victimes de violences intrafamiliales.

Combattre l'insécurité et protéger les brestoises et les brestois nécessite une politique globale et ambitieuse, pas l'installation de gadgets coûteux et inefficients.

Le groupe local EELV de Brest

Contact presse :

Antoine RIVIERE, Co-porte-parole du groupe local EELV de Brest

07 60 03 26 41

contact@brest-eelv.fr